



NOTE CONCEPTUELLE

L'Afrique dans un ordre mondial en mutation : Devenir un co-créateur de règles

 27 et 28 octobre 2023

 Nairobi, Kenya



Un dialogue de haut niveau de CoDA



Arrière-plan

Il ne fait désormais aucun doute que le monde est en proie à d'immenses changements. Les détails spécifiques de la reconfiguration qui se dessine - profondeur, contours, vitesse et portée systémique globale - sont, bien sûr, toujours sujets à des débats universitaires en cours. Cependant, ces débats ne détournent pas du fait qu'à différents niveaux et dans diverses arènes, le changement et le réalignement ont lieu simultanément sur de multiples fronts - même si en fin de compte ils sont interconnectés. De la révolution continue des technologies numériques, de l'information, de la communication et de l'intelligence artificielle à la recomposition massive et la redistribution du pouvoir politique, économique, militaire et doux parmi les nations que nous observons, le monde est redessiné de manière complexe avec des implications pour la gouvernance globale.

Les indicateurs de la transition en cours dans l'ordre mondial sont omniprésents et en augmentation. En ce qui concerne spécifiquement le système multilatéral post-1945 et la Pax Americana qui le soutenait, la réémergence de la Chine et de l'Inde, l'expansion du rang des puissances moyennes significatives, le déplacement en cours du centre du pouvoir économique mondial de l'Ouest vers l'Est, et le remplacement progressif de l'ordre unipolaire post-guerre froide par un système résolument multipolaire sont quelques-uns des signes qui, pour paraphraser Antonio Gramsci dans une forme modifiée, indiquent qu'un vieil ordre est lentement mais sûrement en train de mourir et qu'un nouveau, bien que pas encore né, est en train d'émerger progressivement mais irrévocablement. C'est un processus qui produit un nouvel équilibre de pouvoir dans le système international.

Le nouveau monde multipolaire en cours d'établissement s'accompagne également d'un redessin de la carte géopolitique mondiale. Parmi les pays africains, sur fond de mécontentement de longue date envers le fonctionnement du système multilatéral post-1945, l'érosion perceptible de l'hégémonie de l'Ouest dans les affaires mondiales, incontestée historiquement, et l'émergence de divers centres alternatifs de pouvoir et d'influence, ont été accueillies et embrassées par divers dirigeants politiques comme une occasion de gagner de l'espace et d'exercer un nouveau choix dans les affaires internationales, ce qu'ils font si nécessaire en jouant une puissance contre une autre pour obtenir ce qu'ils veulent aux fins nationales immédiates.

Il n'a pas manqué de justifications pour l'ouverture - dans certains cas, même l'empressement manifeste - de certains dirigeants africains à essayer de secouer, ou du moins de diluer, la perception d'une imposition politique, économique, de sécurité, et culturelle de l'Occident, ses doubles standards, et son soutien conditionnel, et à "Regarder vers l'Est" vers la Chine, l'Inde, la Russie, la Turquie, et d'autres puissances (ré)émergentes, grandes et moyennes, pour un partenariat. Le Zimbabwe a été le premier à adopter officiellement une Politique de Regard vers l'Est (PRE) qu'il a adoptée en 2003 face aux sanctions occidentales. Cependant, Harare est loin d'être seul dans la résolution de diversifier consciemment et délibérément les relations loin de l'Occident en cultivant les pays de l'Est, en particulier la Chine, pour une coopération élargie.

De l'hypothèse que le partenariat avec l'Est sera plus égal, moins paternaliste, et nettement plus respectueux des principes de non-ingérence et de l'indépendance souveraine des États jusqu'à l'attente que le soutien offert par l'Est, y compris l'aide au développement et à la sécurité, sera exempt de conditionnalités, plus équilibré, et imprégné d'une logique de développement, les pays africains se sont rapidement mobilisés pour élargir leurs relations avec les nouveaux centres de pouvoir et d'influence dans le monde. Ce faisant, ils s'attendent également à ce que la diversification de la coopération avec l'Est réduira les vulnérabilités qui sont associées à une dépendance unilatérale vis-à-vis de l'Occident.

Dans le cadre de la quête plus vaste d'exercice du choix et de l'agence par les pays africains, il y a eu une multiplication des rencontres au niveau des sommets qu'ils assistent avec de nouveaux centres de pouvoir tels que la Chine, l'Inde, la Russie, la Turquie, etc. Ils ont fait cela, bien sûr, tout en continuant à participer aux sommets avec l'UE, les États-Unis, la France et le Japon. Parallèlement à l'expansion du commerce avec l'Est, l'aide au développement et les prêts commerciaux obtenus ont également explosé, alimentés en partie par la célébration du soutien des nouvelles puissances au grand projet de développement des infrastructures domestiques en Afrique.

La multipolarité, par définition, offre normalement plus de place pour les pays du continent à exercer plus d'agence dans la détermination de leurs propres affaires. Cependant, il serait une erreur fatale de supposer que l'une des nouvelles ou réémergentes grandes et moyennes puissances dans le système international est motivée par l'altruisme dans la structuration et la conduite de leurs relations extérieures. Que ce soit les anciens ou les nouveaux, réémergeants ou remontants, en augmentation d'influence ou en déclin général, tous les États ont des intérêts clairement définis qu'ils cherchent à maximiser. Dans un monde multipolaire compétitif, on peut s'attendre à ce que le message soigneusement conçu dans la quête de maximisation des intérêts soit une partie importante du jeu.

Pour les nouvelles puissances ou les puissances (ré)émergentes cherchant des percées stratégiques dans un continent aussi richement doté que l'Afrique, avec de nombreux atouts de valeur à l'échelle mondiale, il ne devrait pas être surprenant qu'elles aient choisi de se présenter soit comme représentant une nouvelle approche des affaires internationales et des partenariats, soit en offrant un bien meilleur paquet d'amitié et de solidarité que ce que les anciens partenariats proposaient. C'est exactement ce qui sous-tend bon nombre des offres d'amitié et de solidarité sans poser de questions et sans interférer dans les affaires internes que les pays africains ont reçues. Il peut être opportun pour les pays africains d'accepter ces messages à leur valeur nominale à court terme, mais cela n'est pas suffisant comme stratégie pour positionner le continent en tant que co-créateur de règles dans un nouvel ordre mondial émergent. Le continent doit clairement adopter une approche plus nuancée afin de ne pas devenir simplement un pion dans un monde multipolaire où les règles sont en cours de renégociation.

Qu'il n'y ait aucun doute : Il y a beaucoup dans l'histoire et les expériences contemporaines du partenariat africain avec l'Occident dont les pays du continent ont le droit d'être mal à l'aise et même indignés. Cependant, en cherchant à sortir des éléments malheureux d'un partenariat existant, il faut faire attention à ne pas finir par entrer dans un autre partenariat malheureux qui est déséquilibré et carrément exploitant. À moins que les pays du continent ne voient clairement leurs relations internationales organisées autour de leurs intérêts bien réfléchis et soigneusement articulés, le véritable danger qu'ils courent est d'être réduits à un pion parmi les puissances en compétition dans un monde multipolaire. La question de l'énorme dette que divers pays africains ont accumulée auprès de la Chine, par exemple, est un problème suffisamment important pour alerter les dirigeants et les citoyens sur le fait qu'il n'y a pas de repas gratuit servi nulle part. La Chine, comme tout autre pays créancier, est en affaires pour l'avancement de ses intérêts nationaux essentiels.

Certains commentateurs affirment qu'en l'état actuel des choses, les dangers pour l'Afrique liés à l'engagement dans un monde multipolaire plus compétitif sans une vision et un but clairs semblent déjà se manifester rapidement. Le continent est actuellement l'objet d'une nouvelle lutte entre diverses puissances, anciennes et nouvelles, grandes et moyennes. C'est une lutte qui fragmente les pays de la région et compromet leur capacité à agir collectivement de manière coordonnée. Les principaux soutiens du nouveau monde multipolaire cherchent chacun des moyens d'intégrer les pays africains dans leurs schémas géopolitiques mondiaux, enveloppant ces efforts dans des projets globaux de pouvoir et d'influence qui intègrent l'Afrique dans les hubs concurrents qu'ils ont créés à Beijing, Bruxelles, Washington DC, Ankara, New Delhi, Moscou et Abu Dhabi, pour citer les plus éminents.

Cependant, malgré la lenteur de la position de l'Afrique pour répondre à l'évolution de l'ordre mondial, il n'est pas trop tard pour le continent de tirer pleinement parti des opportunités disponibles pour jouer un rôle robuste et autonome dans la définition des règles d'un nouvel ordre mondial. Pour ce faire, il faut une résolution de la part du leadership continental de ne pas être redevable à aucun centre de pouvoir, mais plutôt de poursuivre un non-alignement éclairé qui met en avant la souveraineté du continent et la sécurité, le bien-être et la liberté de ses peuples. Cette résolution devrait s'accompagner d'une détermination de l'Afrique à participer pleinement, pour son propre compte et en tant que partenaire égal, à l'élaboration des règles pour le nouvel ordre mondial qui est en cours de création.

L'importance de cela est que les pays africains doivent immédiatement commencer à définir des propositions pour les principes, valeurs et règles qui fonctionnent pour eux dans le contexte d'un nouvel ordre mondial. Pour que cela se produise, plusieurs conditions devront être remplies. Celles-ci incluent une plus grande vision de leadership pour une renaissance nationale et continentale, une rupture avec les paradigmes de développement et de gouvernance extravertis hérités du passé colonial, un investissement accru dans l'action continentale coordonnée sous l'égide d'une Union Africaine correctement restructurée, et une volonté de prendre des actions collectives beaucoup plus audacieuses afin de revendiquer une place légitime pour l'Afrique dans les systèmes et les processus de gouvernance mondiale.

Au moment de la création de l'ordre mondial d'après 1945, l'Afrique était un vaste territoire colonial dominé par diverses puissances européennes. À l'indépendance, les pays du continent ont rejoint le système multilatéral mondial qui avait été établi en tant que preneurs de règles. Aujourd'hui, avec 54 États membres de l'ONU, d'énormes dotations en ressources naturelles, une population majoritairement jeune, et des perspectives solides de devenir le futur pôle de croissance économique du monde, l'Afrique est bien placée pour être une co-créatrice de règles.

Le continent peut et doit confiance proposer et mettre sur la table des propositions audacieuses sur les règles et normes sur la base desquelles un nouvel ordre mondial devrait être construit.

En prenant un rôle proactif dans le processus de création d'un nouvel ordre mondial, il y a de la place et une justification pour que la diplomatie africaine prenne les devants pour atténuer les rivalités dangereuses qui menacent le monde d'une guerre nucléaire et encouragent une action internationale coopérative pour répondre aux problèmes communs tels que le changement climatique, l'inégalité et les pandémies qui ne sont pas moins menaçantes pour la civilisation humaine - et même pour la viabilité continue de la vie sur terre. Ce qu'Afrique ne doit pas faire, c'est de transporter un syndrome de dépendance dans un nouvel ordre mondial. Comme Achebe l'a remarqué à propos du proverbe du masque dansant, l'Afrique "doit être prête à... essayer quelque chose de nouveau". Et différent. Il est temps pour le continent de se lever pour lui-même.

Objectif

Le dialogue de haut niveau convoqué par CoDA vise à amorcer des conversations structurées parmi les Africains sur les changements dans l'ordre mondial qu'ils souhaitent voir et les actions stratégiques qui doivent être entreprises afin d'atteindre leurs objectifs. Le dialogue se concentrera sur les mécontentements du système multilatéral post-1945 tels que vus par et depuis l'Afrique, et les principales demandes du continent pour une refonte totale en vue de la création d'un nouvel ordre. L'objectif principal est de s'assurer qu'il y a une définition claire par les pays africains de ce qu'ils souhaitent voir dans un nouveau système multilatéral mondial, identifier les valeurs et normes sous-jacentes à cet ordre en s'appuyant sur sa propre histoire et culture, et articuler une stratégie collective qui lui permettra d'atteindre son objectif principal : celui d'être un co-constructeur des règles et institutions pour la gestion des affaires inter-étatiques dans un monde en changement.

Format

Le dialogue rassemble divers leaders politiques, leaders d'opinion, leaders civiques, capitaines d'entreprise et d'industrie, anciens hommes et femmes d'État, et hauts diplomates dans un engagement orienté vers la politique qui devrait aboutir à des recommandations concrètes pour l'action. La participation se fait uniquement sur invitation. Il se tiendra sur une période de deux jours à Johannesburg, en Afrique du Sud, du 27 au 28 octobre 2023. Les recommandations formulées seront rassemblées et serviront de base pour une série d'engagements post-dialogue avec l'Union africaine et les Communautés économiques régionales. Pour de plus amples informations sur le dialogue, veuillez contacter le **Prof. Adebayo Olukoshi, Conseiller Principal, CoDA à l'adresse : olukoshi@gmail.com ou Mme Souad Aden-Osman, Directrice Exécutive, CoDA à l'adresse : Aden-Osmans@africa-union.org.**